

## 17 manifestations contre la fermeture de l'hôpital de Nantua et pour le droit à la santé pour tous

*En 1991, un chirurgien de l'hôpital de Nantua part à la retraite. Les services de tutelle ne publiant pas la vacance de poste, il ne reste plus qu'un seul de ses collègues dans l'établissement. Ce qui fera dire à Jacqueline MUSY, secrétaire du syndicat CGT de l'hôpital, que "quand on veut se débarrasser de son chien, on l'accuse d'avoir la rage".*

Les services de tutelle saisissent cette occasion pour mettre en place une commission en vue d'établir un « projet d'établissement ». Cette commission propose de maintenir la maternité à Nantua et de transférer la chirurgie à Oyonnax. Mais personne n'est dupe, une maternité ne peut pas fonctionner sans bloc opératoire. Les camarades comprennent donc vite le jeu de la direction, qui va dans le sens de la nouvelle réforme hospitalière décidée par le gouvernement **avec cette drôle d'idée centrale que pour réduire les dépenses de santé... il suffit de réduire l'offre de soins.** Le gouvernement présente cette réforme comme une avancée pour la population et pour le personnel alors que ses seuls objectifs sont financiers.



Une assemblée du personnel est organisée, qui décide d'informer la population du bassin de Nantua et d'écrire à chaque Maire des communes alentour. 6 000 tracts sont ainsi distribués et 45 courriers envoyés pour annoncer la réunion d'information sur le devenir de l'hôpital.

Une réunion publique est organisée. La salle est archi pleine. Les camarades trouvent les mots pour expliquer les dangers de la situation de l'hôpital de Nantua, pour montrer qu'il s'agit d'une décision politique et pour inviter le personnel, les usagers et les politiques locaux à faire entendre leur voix et leur attachement à leur hôpital.

Un comité de défense se met en place. Une pétition est proposée. Déposée dans tous les commerces et les mairies, elle recueille plus de 10 000 signatures.

Une première manifestation est proposée dans les rues de Nantua. **Ce sera le premier de dix-sept rassemblements.** L'implication des élus locaux est primordiale, afin de ne pas laisser le dernier mot à des technocrates venant de Paris, qui ne connaissent pas la région et qui travaillent avec des documents faisant référence à des praticiens partis à la retraite depuis plus de 10 ans !

Tout n'est pas toujours facile. Certains pensent qu'il ne faut pas que la CGT apparaisse comme telle dans les manifestations ou sur les tracts car cela pourrait affoler les décideurs. **Le syndicat CFTC, quant à lui, se joint à la direction de l'hôpital pour affirmer que notre syndicat raconte des mensonges et qu'il n'est pas question de fermer la maternité de Nantua. Et puis, il y a quelques élus qui vont essayer de récupérer le mouvement...**

Du point de vue de la CGT, il est nécessaire de maintenir une complémentarité entre les hôpitaux de Nantua et d'Oyonnax. La fermeture de la maternité, de la chirurgie, de la médecine ainsi que du service des Urgences mettrait en péril le vétuste hôpital d'Oyonnax qui a par ailleurs des difficultés financières. Il n'est pas en outre acquis que les patients traités à Nantua se reporteraient systématiquement sur les services d'Oyonnax.

Un tract de propositions de quatre pages est distribué, pour un développement des activités hospitalières répondant aux besoins de santé de la population de l'ensemble du Haut Bugey. Le 27 mai 1999, le conseil d'administration refuse à l'unanimité la fermeture des services et demande que les postes de praticiens vacants soient pourvus. Et il y a des candidats !

Le syndicat montre que la mise en œuvre de la réforme hospitalière entraîne une réduction de l'offre de soins. Quant à la CFTC, qui n'est présente qu'à Oyonnax, elle se contente de traiter les représentants du personnel de Nantua d'irresponsables, arguant que maintenir l'hôpital de Nantua met celui d'Oyonnax en danger. FO insiste sur la qualité du travail de la maternité de Nantua et pose la question d'un hôpital neuf. La CFDT ne dit pas un mot.



Durant cette rencontre, notre ténacité a obligé Monsieur RITTER, Directeur de l'Agence Régionale de Santé à parler franchement. Il reconnaît « *qu'il va y avoir nécessité d'accepter des conditions difficiles pour le personnel sur les deux sites... [qu'il a] conscience que les décisions sont difficiles à accepter lorsqu'elles remettent en cause des traditions* ». Il ajoute que « *c'est un purgatoire à vivre, qui va secouer* ». Il y a toutefois une avancée, il admet qu'il faudra apporter de nouvelles aides financières. **Il n'en était absolument pas question un an auparavant. Ceci est le premier résultat de la forte mobilisation du personnel et des usagers.**

Les élections des représentants du personnel ont lieu en pleine mobilisation. Alors qu'au conseil d'administration de l'assurance maladie, chacun a pu voir CFDT, CFTC, CGC et patronat voter 30 milliards d'économies au détriment des hôpitaux de France, la CGT choisit pour sa part de défendre les intérêts des salariés sans chercher à adapter le personnel à la stratégie définie « en haut ». Elle ne se pose résolument pas en porte-parole de la Direction et refuse de participer à des groupes de travail sur l'activité nouvelle des hôpitaux de Nantua et d'Oyonnax.

En octobre 1999, le couperet tombe. Par fax, les services de tutelles ordonnent à la Direction des deux hôpitaux de fermer la maternité de Nantua à compter du lendemain matin 7 heures. Spontanément, le personnel et les usagers qui le peuvent se regroupent dans la cour de l'hôpital. Le Directeur, arrivé sur site pour organiser le déménagement, se voit interdire la sortie de son bureau.

**Viendra ensuite le tour des urgences, du SMUR, de la chirurgie et de la médecine de fermer, 70 emplois en moins.**

**Une suite de projets non préparés.**

Le transfert du personnel n'a pas du tout été anticipé. La marmite gronde à Oyonnax. Le personnel se met en grève pour exiger des conditions de travail décentes et des effectifs suffisants. Lorsque la direction propose de faire des travaux d'aménagement sur le site d'Oyonnax pour améliorer un peu la situation, le personnel est effaré. Le projet s'étale sur 5 ans, **et le coût estimé représente 80% du coût d'un bâtiment neuf.**

Ainsi, à sa nomination, le nouveau Directeur est bien obligé de se rendre compte que le projet de restructuration n'est pas réaliste, évoquant même un « *avant-projet digne d'un écomusée du 19ème siècle* » ! C'est peu dire...

En juillet 2001, le personnel descend dans la rue une nouvelle fois pour alerter la population sur la probabilité que soit également fermé, à terme, l'hôpital d'Oyonnax. Il ne répond en effet pas aux normes de sécurité sanitaire. La CGT invite la population à soutenir le personnel pour être correctement soigné et que les services puissent travailler dans la dignité. Elle est rejointe par la CFTC et des médecins.

**En 2002, il est décidé de construire un nouvel hôpital digne du 21ème siècle ! C'est le résultat de 10 ans de luttes, de manifestations, de propositions.**

*Extrait du livre « Regards sur l'histoire sociale dans l'Ain » IHS CGT Ain*